

# MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

### CCAP n° « *drealBFC-22-n79brcl-ctl-etud-exe* »

#### **Acheteur**

ÉTAT - Ministère de la Transition Écologique  
Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté

#### **Représentant de l'acheteur (RA)**

M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de  
Bourgogne-Franche-Comté,  
*par arrêté de délégation en vigueur à la date de signature du marché*

#### **Objet de la consultation**

RCEA/RN79 – Brandon/Clermain  
Aménagement à 2x2 voies du PR 50+750 au PR 56+600  
**Contrôle des études d'exécution OA et écrans du TOARCSE 2**  
*référence PLACE : drealBFC-22-n79brcl-ctl-etud-exe*

#### **Remise des offres**

**Date et heure limites de réception : 18/02/2022 à 11h30** (heure locale de l'adresse du  
représentant de l'acheteur)

				<b>1.2</b>
--	--	--	--	------------

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### SOMMAIRE

Pages

<b>Article 1. Objet et normes – Dispositions générales .....</b>	<b>3</b>
1.1- Objet du marché et normes .....	3
1.2- Représentation de l'acheteur et forme des notifications .....	4
1.3- Point de départ du délai d'exécution .....	5
1.4- Passation des commandes .....	5
1.5- Décomposition en tranches et en lots .....	5
1.6- Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel .....	5
1.7- Dispositions générales .....	6
1.8- Ordres de service .....	8
<b>Article 2. Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 3. Prix – Variation dans les prix – Règlement des comptes .....</b>	<b>9</b>
3.1- Tranche optionnelle .....	9
3.2- Contenu des prix – Règlement des comptes .....	9
3.3- Variation dans les prix .....	10
3.4- Paiement direct des sous-traitants .....	12
<b>Article 4. Délai d'exécution - Pénalités, primes et retenues .....</b>	<b>12</b>
4.1- Délai d'exécution .....	12
4.2- Pénalités pour retard d'exécution .....	12
4.3- Pénalités et retenues autres que retard d'exécution .....	12
4.4- Primes pour réalisation anticipée des prestations .....	13
<b>Article 5. Clauses de financement et de sûreté .....</b>	<b>13</b>
5.1- Retenue de garantie .....	13
5.2- Avances .....	13
<b>Article 6. Propriété intellectuelle .....</b>	<b>14</b>
<b>Article 7. Exécution du marché .....</b>	<b>14</b>
7.1- Conditions d'exécution .....	14
7.2- Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité .....	14
<b>Article 8. Admission et garanties .....</b>	<b>15</b>
8.1- Admission .....	15
8.2- Garantie des prestations .....	15
<b>Article 9. Arrêt des prestations – Résiliation .....</b>	<b>15</b>
9.1- Arrêt de l'exécution des prestations .....	15
9.2- Résiliation .....	15
<b>Article 10. Clauses techniques .....</b>	<b>16</b>
<b>Article 11. Clause sociale d'insertion .....</b>	<b>16</b>
<b>Article 12. Dérogations aux documents généraux .....</b>	<b>16</b>

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

### Article 1. Objet et normes – Dispositions générales

#### 1.1- Objet du marché et normes

Les prestations objet du présent marché concernent, dans le cadre de l'aménagement à 2x2 voies de la section de RCEA/RN79 dite « Brandon/Clermain », les prestations intellectuelles pour le contrôle extérieur des études d'exécution des ouvrages d'art et des écrans intégrés au marché de travaux « TOARCSE 2 ».

Le TOARCSE 2 concerne la réalisation de la partie Est de la section, entre le PR 53+290 (profil P116 du projet, fin de la zone de travaux du TOARCSE 1) et le PR 56+634 (profil P286 du projet, raccordement sur chaussée bidirectionnelle), soit une longueur de l'ordre de 3 400 m.

Le contrôle extérieur portera principalement sur 8 ouvrages d'art et 4 écrans acoustiques fondés sur pieux.

Les 8 ouvrages d'art sont les suivants :

- PS du diffuseur : PSDP nouveau pour liaison entre les 2 giratoires du diffuseur
- PI de Clermain : PICF reconstruit sur place pour rétablissement de la VC19
- PI de Champloi : PICF neuf en allongement d'un PICF existant à rénover pour rétablissement d'une desserte agricole
- OH/OA du Champloi : cadre béton pour rétablissement d'un ru
- PI Boviduc : PICF pour remplacement sur place d'un boviduc métal
- OA sur la Noue : pont à poutrelles enrobées encastrées sur 2 rideaux mixtes pour permettre franchissement de la rivière par barreau sud du diffuseur
- OH/OA de la RD587 : cadre béton pour rétablissement d'un fossé latéral
- OH du PR 53+428 : cadre béton pour rétablissement d'un écoulement transversal sous la RCEA

Les 4 écrans acoustiques sont les suivants :

- Brandon : 468 m de longueur pour 3 m de hauteur
- Clermain nord (La Garde) : 1 116 m de longueur pour 4 m de hauteur, avec 4 issues de secours
- Clermain sud (Dubois) : 204 m de longueur pour 3 m de hauteur
- Clermain Est (Champloi) : 100 m de longueur pour h : 4 m

Les résultats de ces prestations permettront au maître d'œuvre, dans le cadre de sa mission DET et du contrôle extérieur inhérent, de délivrer le visa ou l'approbation des documents d'exécution pour les ouvrages d'art et les écrans ainsi que les massifs PPHM du marché TOARCSE 2. Les contrôles successifs attendus jusqu'à un avis « Sans observation » portent sur :

- les notes d'hypothèses et les notes de calcul
- les plans d'exécution : coffrages, ferrailage, matière, précontrainte, détails, calepinage...
- les plans et procédures méthodes spécifiques
- les ouvrages provisoires, les soutènements provisoires

Le représentant de l'acheteur dispose du simple droit d'utiliser les résultats pour les besoins découlant de l'objet du marché. L'étendue de cette concession de propriété intellectuelle, à titre non exclusif, est définie pour une durée de 36 mois et pour la France.

Les modes d'exploitation de ces résultats sont les suivants : support pour retours d'expérience au sein du ministère.

Les travaux objet des prestations se situent sur le territoire des communes de Navour-sur-Grosne et de Mazille, dans le département de Saône-et-Loire (71).

La description des ouvrages dont les études d'exécution donneront lieu à contrôle extérieur ainsi que la nature des prestations attendues et les spécifications associées sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **1.2- Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

### **1.2.1- Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques habilitées à représenter le RA (représentant de l'acheteur) auprès du titulaire sont :

1. M le chef du service Transports/Mobilités de la DREAL BFC ou son représentant désigné dès la notification du marché, pour assumer, notamment, les fonctions suivantes :
  - a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3.1 du CCAG) ;
  - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
  - c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).
2. Le chef de projet (STD/DMOAR) en charge de l'opération routière susvisée, pour assumer les fonctions suivantes :
  - a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
  - b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
  - c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à d'autres opérations nécessaires au paiement ;
  - d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire.

### **1.2.2- Pilotage des études**

Le pilotage des études est assuré par la DIR CE/SIR de Moulins, en qualité de maître d'œuvre de l'opération routière « RCEA- RN79 - BRCL, pour le compte de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté..

Le SIR de Moulins/Antenne de Mâcon sera l'interlocuteur privilégié du titulaire sur le plan technique.

Il assurera, à ce titre, les vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par ses soins ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (par dérogation à l'article 26 du CCAG).

### **1.2.3- Forme des notifications**

Par dérogation à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans l'acte d'engagement du marché. Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans l'acte d'engagement du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire ne mentionne pas de délai(s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir dès l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

### **1.3- Point de départ du délai d'exécution**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

### **1.4- Passation des commandes**

Sans objet.

### **1.5- Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas réparties en lots.

### **1.6- Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

#### **1.6.1- Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

#### **1.6.2- Sites sensibles**

Sans objet.

#### **1.6.3- RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

## **1.7- Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

### **1.7.1- Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1.7.2- Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **1.7.2.1- Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n° ..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

#### **1.7.2.2- Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

##### **a) Désignation d'un représentant du titulaire**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### **b) Documents à produire**

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins ;
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance ;
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

### **1.7.3- Assurances**

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir, dans les conditions de l'article 9-2 du CCAG, une attestation émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de la personne publique, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **1.7.4- Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

### **1.7.5- Réalisation de prestations similaires**

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

### **1.7.6- Clauses sociales et environnementales**

Sans objet.

## **1.8- Ordres de service**

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

Toutefois, et **par dérogation à l'article 3.8.1** du CCAG, le pilote des études dispose de la faculté d'émettre, au titulaire du marché, des ordres de service qu'il écrit, signe, date et numérote. Le titulaire en accuse réception datée.

La forme de notification des ordres de service est celle définie au 1.2.3 ci-avant.



## **Article 2. Pièces constitutives du marché**

**Par dérogation à l'article 4.1** du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### A – Pièces particulières :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF) ;
- le Détail Estimatif (DE).

### B – Pièces générales :

Les documents applicables sont les suivants :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A) ;
- le CCTG applicable aux prestations concernées par le présent marché et en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- le corpus réglementaire et normatif applicable aux prestations concernées par le présent marché et en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP.

## **Article 3. Prix – Variation dans les prix – Règlement des comptes**

### **3.1- Tranche optionnelle**

Sans objet.

### **3.2- Contenu des prix – Règlement des comptes**

#### **3.2.1- Contenu des prix**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

#### **3.2.2- Règlement des prestations**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

#### **3.2.3- Modalités du règlement des comptes du marché**

Le RA transmet au titulaire un projet de décompte, établi sous GEMME, à compléter pour chaque état de règlement.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera trimestrielle. Toutefois, si le titulaire en fait la demande, elle sera mensuelle.

Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès de la DREAL.

Avant la fin de chaque trimestre (ou mois, selon la périodicité retenue), le titulaire complète son projet de décompte et le fait valider et signer au pilote d'études (DIRCE/SIR de Moulins). Ce projet de décompte est assorti du calcul des quantités prises en compte ou des pourcentages arrêtés à la fin du trimestre précédent (ou mois précédent), et les cumuls des prestations réalisées depuis le début du bon de commande.

Une fois le document validé et signé, le titulaire le transmet au RA via Chorus Pro. Le système GEMME édite ensuite, en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

### **3.2.4- Modalités de transmission et de paiement**

#### **3.2.4.1- Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- le numéro de marché ;
- le numéro de SIRET de l'État ;
- le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

#### **3.2.4.2- Modalités de paiement**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3.2.5- Décompositions et sous-détails de prix**

Dans les 10 jours suivant la notification du marché, le titulaire fournira :

- une décomposition de tous les prix forfaitaires du bordereau des prix ;
- un sous-détail de tous les prix du bordereau des prix, autres que ceux exigés à l'article 3.1.2 du Règlement de la Consultation.

### **3.3- Variation dans les prix**

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

#### **3.3.1- Variation des prix**

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4 ci-après.

### **3.3.2- Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres indiquée en page 1 (page de garde) du présent CCAP.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

### **3.3.3- Choix de l'index de référence**

L'index de référence  $I$  choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

- ING : Ingénierie

Il est publié au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP et consultable sur le site internet de l'INSEE : <https://www.insee.fr/fr/statistiques>

### **3.3.4- Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_{n-6} / I_{0-6})$$

avec :  $I_{0-6}$  = valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois ;

$I_{n-6}$  = valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de réalisation des prestations moins 6 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

### **3.3.5- Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'auto liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto liquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3.4- Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **Article 4. Délai d'exécution - Pénalités, primes et retenues**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants.

### **4.1- Délai d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4.2- Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard s'appliquent sur simple constatation du maître d'œuvre, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

En cas de retard dans les interventions du titulaire pour l'examen de documents d'exécution, tel que défini au CCTP et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire encourt une pénalité journalière de 75 € par jour de retard et par document.

### **4.3- Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

#### **4.3.1- Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs**

Sans objet.

#### **4.3.2- Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur**

Sans objet.

#### **4.3.3- Clauses sociales**

Sans objet.

#### **4.3.4- Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité.**

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.6.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 250 €.

#### **4.3.5- Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD**

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 250 €.

### **4.3.6- Autres pénalités diverses**

#### **4.3.6.1- Pénalité pour absence en réunion**

Une pénalité de deux cents (200) euros sera appliquée à chaque réunion où le titulaire, dûment convoqué par courrier, par mail ou par compte-rendu de réunion précisant l'heure, la date et le lieu de la prochaine réunion, ne se sera pas rendu. Cette pénalité s'applique sur simple constatation du maître d'œuvre, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

### **4.4- Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

## **Article 5. Clauses de financement et de sûreté**

### **5.1- Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La base permettant le calcul et la libération de la garantie exigée du titulaire est égale, au fur et à mesure de la notification des bons de commande, au montant total de ces bons.

### **5.2- Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à **5 %** du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une **PME** (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à **20 %**.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 20 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **Article 6. Propriété intellectuelle**

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

L'acheteur met à disposition du titulaire les connaissances antérieures nécessaires à l'exécution du marché, à savoir :

- marché(s) de travaux concerné(s) par les prestations de contrôle ;
- études G2-PRO des ouvrages ;
- CR des contrôles effectués sur les éléments PRO des OA et écrans.

## **Article 7. Exécution du marché**

### **7.1- Conditions d'exécution**

#### **7.1.1- Modalités particulières de réalisation des prestations**

Les modalités de réalisation des prestations du marché sont détaillées au CCTP.

#### **7.1.2- Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Les membres du personnel du titulaire possèdent les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur et du pilote des études (SIR de Moulins). Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire.

Le titulaire met en place, à ses frais, l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- le personnel qualifié ainsi que le matériel informatique et les logiciels adaptés aux différents types d'ouvrages que recouvre sa mission de contrôle extérieur.

#### **7.1.3- Mise à disposition de matériels par l'acheteur**

Sans objet.

### **7.2- Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Compte tenu du caractère de la mission, contrôle dans les locaux du titulaire, il n'est pas défini de stipulation particulière.

Toutefois, le titulaire devra mettre en œuvre, en cas d'intervention sur site, les mesures de sécurité inhérentes à la tâche effectuée.

## **Article 8. Admission et garanties**

### **8.1- Admission**

Aucune stipulation particulière.

#### **8.1.1- Nombre d'exemplaires**

En phase de production, les documents seront remis sous format informatique : pdf, voire odt ou ods si la nature du document le permet (hors notes d'observations).

En fin de mission, il sera remis, à titre de récolement, 1 dossier dont les caractéristiques sont précisées au CCTP.

#### **8.1.2- Délais d'admission des prestations**

Pas de stipulations particulières.

#### **8.1.3- Réfaction**

Pas de stipulations particulières.

#### **8.1.4- Ajournement**

Pas de stipulations particulières.

#### **8.1.5- Rejet**

Pas de stipulations particulières.

### **8.2- Garantie des prestations**

Par **dérogation aux articles 30 et 31** du CCAG, les conditions de garantie des prestations sont les suivantes :

- le titulaire s'engage sur les opérations de vérification des plans et notes de calculs des ouvrages qu'il a été amené à effectuer ;
- en ce sens et en cas de problème technique et structurel sur l'un ou sur plusieurs de ces ouvrages, sa responsabilité pourra éventuellement être recherchée, et cela pendant toute la durée de garantie des ouvrages (garantie de parfait achèvement et garantie décennale). Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par décision du représentant de l'acheteur après l'avoir consulté.

## **Article 9. Arrêt des prestations – Résiliation**

### **9.1- Arrêt de l'exécution des prestations**

Sans objet.

### **9.2- Résiliation**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **Article 10. Clauses techniques**

Sans objet.

## **Article 11. Clause sociale d'insertion**

Sans objet.

## **Article 12. Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

CCAP 1.2.2	déroge à l'article	26 du CCAG
CCAP 1.2.3	déroge aux articles	3.1.1 et 3.2.1 du CCAG
CCAP 1.7.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 1.8	déroge à l'article	3.8.1 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4.2	déroge aux articles	14.1.1 et 14.1.2 du CCAG
CCAP 5.2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 8.2	déroge aux articles	30 et 31 du CCAG
CCAP 9.2	déroge à l'article	39.2 du CCAG

### **b) CCTG : néant.**

### **c) Normes françaises homologuées : néant.**

### **d) Autres normes : néant.**